

**LE DEBUT DE LA GUERRE RUSSO-TURQUE (1806-1812)
DANS LA VISION DES ETRANGERS:
CONSULS ET VOYAGEURS FRANÇAIS**

**Violeta-Anca Epure
L'Université "Etienne le Grand" – Suceava**

Rezumat: *La începutul secolului al XIX-lea, Principatele Române traversau o situație extrem de dificilă din perspectiva propriului statut juridic raportat situației internaționale, constituindu-se în obiecte sau obiective ale politicii de expansiune promovată de marile puteri în estul Europei, expansiune facilitată de declinul accentuat și prelungit al Imperiului Otoman, ca și de agravarea galopantă a raporturilor politice interstatale cauzată de războaiele napoleoniene. Pe un asemenea fond involburat, mai vechea și binecunoscuta chestiune orientală a ajuns în prim planul politicii internaționale, a disputelor diplomatice, degenerare foarte curând în confruntări militare.*

Prezentul studiu își propune să ofere informații cu privire la începuturile războiului ruso-turc din 1806-1812, din perspectiva rapoartelor consulare și a relatărilor de călătorie ale francezilor care se aflau la cea vreme pe teritoriul Principatelor. Aceste izvoare istorice de importanță majoră redau o imagine extrem de interesantă și nuanțată a evenimentelor politico-militare și a situației din cele două țări, în intervalul de timp menționat. Conjugate cu informațiile deja cunoscute, aceste izvoare istorice risipite prin mai multe colecții de izvoare și publicații, unele dintre ele mai puțin consultate, permit o mai bună cunoaștere a realităților sociale, politice, economice din Principatele dunărene în zorii veacului al XIX-lea.

Abstract : *In the early nineteenth century, the Romanian Principalities crossed an extremely difficult situation in terms of their legal status report of the international framework. The Romanian territories became important to the expansion policy pursued by Great Powers in Eastern Europe. On a turbulent background caused by the Napoleonic wars, the familiar "Oriental Question" came to the forefront of Eastern international politics and diplomatic disputes, degenerating into military confrontation.*

This study aims to provide information on the early Russo-Turkish War of 1806-1812 in terms of consular reports and travel narratives of the French who were at that time in the Principalities. The major historical sources give a very interesting and nuanced picture of the political-military events and the situation in the two Romanian countries. Combined with information already known, these historical sources scattered through several collections of sources and publications, some of them less consulted, allow a better understanding of the social, political, economic realities of Danubian Principalities.

Mots-cléf: *Les Principautés Roumaines, consuls français, voyageurs français, notes de voyage, rapports consulaires, vision, guerre, les Français, les Russes*

Au début du XIX-ème siècle, les Principautés Roumaines traversaient une situation extrêmement difficile de la perspective de leur propre statut juridique rapporté à la situation internationale, se constituant dans des objets ou des objectifs de la politique d'expansion promue par les grands puissances à l'est de l'Europe, expansion facilitée, aussi, par le déclin accentué et prolongé de l'Empire Ottoman¹, ainsi que par l'aggravation galopante des rapports politiques entre les Etats causée par les guerres de Napoléon. Sur un fond si troublé, la plus ancien et bien connu *question orientale* est arrivée sur le premier plan de la politique internationale, des disputes diplomatiques², dégénérées très tôt dans des confrontations militaires. Le système des traités de paix qui ont été conclus les premières années du XIX-ème siècle a assuré une courte période de silence sur le continent européen. Au centre de ce système de traités s'est trouvée la France napoléonienne. Quoique le jeune tsar Alexandre I ait joué le rôle de conciliateur entre les grands pouvoirs européens et a hésité de faire tout geste qui aurait conduit à compromettre ses relations avec la France, les grandes tensions jailliront peu de temps après.³ En janvier 1805, l'Angleterre a pris l'initiative de la constitution d'une coalition antifrançaise. Le 11 avril la même année, on a signé à Sankt Petersbourg le traité d'alliance russo-britannique. A celui-ci adhèrera l'Autriche, aussi, le 9 août.

Mais, sur le champ de bataille, les armées françaises ont prouvé leur supériorité sur les forces coalisées. Le printemps de 1806, les relations franco-russes ont été reprises, et le 20 juillet les représentants de la France et de la Russie ont signé à Paris le traité de paix, document qui ne sera pas ratifié par Alexandre I. Dans ce document-là, on prévoyait que le tsar garantissait l'intégrité de l'Empire Ottoman, qu'il renonçait au droit de traverser les Dardanelles et le Bosphore avec des vaisseaux de guerre et qu'il n'exercera aucune influence sur les Principautés Roumaines⁴.

On ne doit plus insister sur l'intérêt manifesté par le cabinet russe pour le sud-est européen. Celui-ci s'est matérialisé sous la forme des mémoires et des rapports (dont on mentionne le rapport du chef du Collège des Affaires Etrangères, le compte F. V. Rostopcin de 2 octobre 1800 adressé au tsar Pavel I qui préconisait la division de l'Empire Ottoman, avec la participation de la France, de l'Autriche et de la Prusse, le mémoire du ministre des Affaires Etrangères Adam Czartoryski de l'été de l'année 1804 qui sollicitait l'entrée des principautés roumaines directement sous l'influence russe, les mémoires du même ministre de 23 janvier 1806 concernant l'entrée des troupes russes sur le territoire de la Moldavie avec le but d'offrir de l'aide armé aux troupes turques pour chasser l'ennemi français ou faisant référence à la possibilité de la division de l'Empire Ottoman à cause de la pression française et la constitution sur ses restes des Etats sous la suzeraineté de la Russie), mais aussi par une série de manœuvres militaires d'ampleur, par la concentration de troupes sur la frontière du Dniestr. Le prétexte de ces manœuvres a été l'occupation de la Dalmatie par les troupes françaises. Dès l'automne de l'année 1805, les diplomates étrangers consignaient dans leurs rapports des informations concernant ces événements. Par exemple, le chargé d'affaires de la Prusse remarquait l'activité des commissaires

russes qui achetaient des céréales et fondaient des dépôts de provisions dans les deux principautés roumaines.⁵

Peu de temps après le traité de Presburg⁶, le prince Adam Czartoryski⁷, ami intime et sujet du tsar Alexandre I, transmettait à celui-ci plusieurs mémoires par lesquels il dénonçait la destruction de l'équilibre de l'Europe par Napoléon I⁸. Celui-ci préconisait une politique commune anglo-russe vis-à-vis l'Empire Ottoman qui aurait du empêcher l'expansion de Napoléon dans le Proche Orient et écarter l'influence française sur la Porte Ottomane.⁹

La défaite désastreuse de la troisième grande coalition antinapoléonienne à Austerlitz en décembre 1805 a changé radicalement le rapport de forces sur le continent européen et a influencé les relations russo-turques. En janvier 1806, le sultan Selim III a reconnu le titre d'empereur à Napoléon¹⁰. Dans la politique de la Porte Ottomane commencent à se manifester les tendances antirusses. On arrive de cette manière à une transgression des dispositions du traité signé par la Turquie avec la Russie en septembre 1805¹¹.

Au début de l'année 1806, on a enregistré "une revenue spectaculaire de la politique externe française à la traditionnelle alliance avec l'Empire Ottoman et à l'utilisation de celui-ci dans les combinaisons du jeu diplomatique de l'équilibre européen"¹². Sur le poste important d'ambassadeur de la France impériale à Istanbul a été nommé le général H. F. Sébastiani¹³. Celui-ci avait la mission de déterminer le gouvernement turc de signer l'alliance avec Napoléon. Le général français s'est arrêté dans son chemin vers la capitale turque à Bucarest, où il s'est rencontré avec le prince régnant du pays, Constantin Ipsilanti. Sébastiani a essayé d'attirer le prince régnant valaque de sa partie et l'utiliser comme intermédiaire dans la conciliation des Serbiens révoltée avec la Porte¹⁴. Sous l'influence de celui-ci, la Turquie a commencé à entreprendre des actions antirusses.

La correspondance diplomatique russe transmise à la Turquie à l'intermédiaire de son propre ambassadeur, A. Italinski, est illustrative en ce qui concerne le mécontentement du cabinet de Sankt Petersburg. On reprochait à la Turquie les tendances de plus en plus prononcées de s'allier avec Napoléon et de ne pas appliquer les prévisions du hâtischérif de 1802 concernant le droit de la Russie d'intervenir dans les problèmes regardant les Principautés Roumaines. La Porte était quant même menacée par l'intervention de la flotte anglaise si elle ne renonçait pas à la politique profrançaise et ne signait pas une alliance avec l'Angleterre¹⁵.

Dans un rapport consulaire datant de 17 juillet 1806, Parant, le consul général de la France à Bucarest, nommait la Turquie "cet allié intime du gouvernement français"¹⁶, pendant que, le 29 juillet, Reinhard, le consul français d'Iași, transmettait des informations à Talleyrand sur son arrivée à Iași, sur l'armée russe campée sur le Dniestr et sur la guerre de Serbie¹⁷.

Le gouvernement tsariste a agi de manière décidée pour défendre ses positions de la Moldavie et de la Valachie. A l'intermédiaire d'Andrei Iakovlevici Italinski, le gouvernement tsariste a exprimé son mécontentement envers l'inaccomplissement par la Turquie des prévisions de l'accord de 1802 concernant les Principautés Roumaines¹⁸ et attirait l'attention sur les essais de changer leur statut.

Italinski a été secondé en permanence dans ses protestations par l'ambassadeur anglais à Constantinople, Charles Arbuthnot; tous les deux condamnaient l'entrée du gouvernement ottoman sous l'influence française¹⁹. Sébastiani écrivait même à son ministre des affaires étrangères que l'ambassadeur de l'Angleterre à Constantinople ne jouait que le rôle d'agent de l'ambassadeur russe de Constantinople²⁰.

En mars 1806, Alexandre I a donné des instructions à Italinski à rappeler aux représentants de la Porte le fait qu'une armée russe de 100.000 hommes, massée sur le Dniestr, était prête à intervenir à l'aide de Selim III pour prévenir, de cette manière, la soumission devant Napoléon. Italinski avertissait de plus le gouvernement turc que, dans le cas que celui-ci aiderait la France à modifier le statut des Principautés Roumaines sans l'accord de la Russie, alors l'armée du Dniestr entrera sur le territoire de la Moldavie pour "restaurer l'équilibre de pouvoir"²¹.

Mais les cercles politiques ottomans ont été plutôt attirés par les arguments exposés par Sébastiani. Celui-ci les a montré la possibilité de restaurer avec aide militaire de la part de Napoléon les possessions de l'Empire ottoman dans ses confins d'avant 1774²². A la suite des actions diplomatiques de l'ambassadeur français, le 24 août, le prince régnant valaque Constantin Ipsilanti et celui moldave, Alexandru Moruzi, ont été remplacés avec Alecu Suțu (en Valachie) et Scarlat Callimachi (en Moldavie)²³. Constantin Ipsilanti et Alexandru Moruzi ont été accusés d'avoir favorisé les intérêts du cabinet de Sankt Petersburg. Dans la note de la Porte adressée à Alexandre I de 24 août 1806, Ipsilanti était accusé d'attitude hostile envers la Turquie et même de trahison, par l'instigation des Serbiens à révolte et par l'aide accordé à ceux-ci. Les deux princes régnants qui ont été nommés sur les trônes des deux Principautés à leur place étaient connus pour leurs dispositions profrançaises²⁴. Le changement de ces princes régnants approuvés par les Russes²⁵, avant le terme de sept ans, "sans la preuve d'une erreur et sans aucun avertissement"²⁶, a été décrite d'une manière très suggestive par Alecu Suțu, dans une lettre adressée à Talleyrand, à la fin d'août: "un triomphe pour la France et une victoire pour Monsieur le général Sébastiani"²⁷.

Toujours de la fin du même mois, date une série de rapports consulaires adressés à Talleyrand par Parrant (Bucarest, 30 août 1806) et par Reinhard (Iași, 30-31 août 1806) concernant la déposition des deux princes régnants et leur changement avec "le prince drogman Callimachi" et avec "le prince Suțu"²⁸. Tous les deux consuls remarquaient l'état d'insécurité croissant des boyards valaques et moldaves, l'impatience avec laquelle ceux-ci attendaient des nouvelles de Constantinople, ainsi que l'arrivée des nouveaux princes régnants²⁹. Le même événement est raconté, aussi, par Christine Reinhard, l'épouse du consul français de Iași, Charles Frédéric Reinhard, dans la correspondance que celle-ci a entretenue avec sa mère durant la mission diplomatique dans ces parages: "Le 30 août, le matin, mon époux est entré dans la chambre avec une figure qui ne prévoyait rien de bien. «Qu'est ce que c'est?» demandai-je. «Moruzi est révoqué!» Rien ne nous a fait prévoir cela. Manu³⁰, le favori du prince régnant, est venu communiquer cette nouvelle à Monsieur Reinhard, nouvelle qu'un courrier a apportée de Constantinople [...].

[...] Manu n'a pas caché à mon mari le fait que la déposition des deux princes régnants a été la conséquence de la demande du général Sébastiani et qu'on doit voir en cela la preuve de l'influence prépondérante de la France à Constantinople. Notre ambassadeur accusait les deux princes régnants disgraciés d'être en secret les partisans de la Russie et d'avoir essayé par des déclarations mensongères de dévouement de cacher leurs véritables sentiments³¹. Christine Reinhard a relaté le départ de Moruzi de Iași, le soir de 1-er septembre, ainsi que la fuite de Ipsilanti en Russie³².

Un autre témoin contemporain des événements est le général comte Louis Alexandre Andrault de Langeron, un bon connaisseur des deux principautés dès l'époque de la guerre russo-turque de 1789-1791³³. Il affirme que Moruzi a été l'unique "bon administrateur rencontré dans la longue série de ces princes régnants indignes, qui ont essayé seulement s'enrichir et qui, le plus souvent étaient bannis ou étranglés avant même d'avoir eu le temps d'en devenir". Ipsilanti est décrit par Langeron comme un homme d'une ambition outre mesure qui "n'était approprié ni avec ses moyens ni avec sa situation". Dans ses projets et ses intrigues (il désirait, entre autres, devenir roi de la Dacie ou au moins prince régnant héréditaire de la Moldavie et de la Valachie), il était soutenu par l'émigrant français qui occupait auprès de lui la fonction de premier ministre, le marquis de Sainte Aulaire. Langeron considère même Constantin Ipsilanti responsable de l'éclat de la guerre russo-turque de 1806-1812 : "Le prince Ipsilanti insistait à la cour de la Russie que les Turcs nous déclareront la guerre et qu'on devait les devancer. [...] Il nous a assuré qu'au cours d'une campagne, on pourrait conquérir tous les pays situés sur le bord gauche du Danube, [...] que les Turcs ne pourront nous opposer aucune résistance et que, après la conquête des trois provinces, la Bassarabie, la Moldavie et la Valachie – tout en nous unissant avec les Serbiens et avec nos possessions d'Illyrie – on encerclait de cette manière toutes les possessions turques de l'Europe"³⁴.

La réaction d'Italinski, l'ambassadeur de la Russie n'a pas attardé ; celui-ci a protesté contre le remplacement des princes régnants avant l'accomplissement du terme d'occupation du trône de sept années. Le gouvernement russe a demandé de plus la revenue sur le trône des princes régnants destitués des Principautés et le respect du droit pour les vaisseaux de guerre turcs de traverser le Bosphore et les Dardanelles³⁵.

Entre temps, l'ambassadeur de la France a recouru à une série d'avertissements menaçants, faisant des pressions puissantes sur la Porte. Il a proposé aux Turcs ne pas permettre le passage des navires, des troupes, des munitions et des provisions des Russes par les détroits, de rompre le traité avec la Russie et ne plus renouveler celui avec l'Angleterre. Contrairement, l'armée française qui se trouvait en Dalmatie devait entrer sur le territoire ottoman, avancer sur le Dniestr pour s'opposer à l'armée russe.³⁶ Le 16 septembre, il est arrivé que Sébastiani émette un ultimatum par lequel il sollicitait à la Porte l'interdiction pour les navires russes de traverser le Bosphore, de rompre les relations avec l'Angleterre et la Russie. Dans le cas où cette chose ne s'était pas passée, l'Empire Ottoman aurait été considéré un pouvoir qui participait à la coalition antifrançaise³⁷.

Italinski, secondé tout le temps par Arbuthnot, a fait de puissantes pressions sur la Porte. Il a demandé la revenue sur le trône de la Valachie et de la Moldavie des princes Constantin Ipsilanti et Alexandru Moruzi. Le 10 octobre, la Porte ottomane a répondu à Italinski et a reconnu la faute qu'elle a commise par la destitution des deux princes régnants. La responsabilité pour cet état de choses revenait au grand vizir³⁸. On est arrivé à la conclusion qu'"on procédera à leur élection et à leur nomination"³⁹ de commun accord avec l'ambassadeur de la Russie et dans une forme qui satisfasse toutes les deux parties"⁴⁰.

A la suite des démarches énergiques entreprises par Italinski⁴¹, accompagnées de menaces répétées avec le départ et d'un ultimatum, le sultan a rétabli le 13 octobre 1806 les deux princes régnants destitués⁴². De plus, l'ambassadeur russe a recommandé au tsar Alexandre I à faire des éloges publiquement à son homologue anglais, Charles Arbuthnot, pour le rôle essentiel qu'il a joué dans les négociations extrêmement difficiles concernant la réintégration de Ipsilanti et Moruzi. On a apprécié que la diplomatie russe ait reporté un succès total dans la capitale de l'Empire Ottoman. Comme le tsar n'était pas convaincu de la sincérité de la Turquie et comme il était inquiet de l'activité franchement antirusse de l'ambassadeur français Sébastiani à Constantinople, il a demandé des garanties, ne voulant pas se limiter seulement à la revenue sur le trône des deux princes. Les garanties dont nous venons de parler consistaient essentiellement dans l'occupation des deux Principautés Roumaines⁴³.

Après la victoire de Napoléon de Iéna contre les armées prussiennes⁴⁴, de 14 octobre 1806, le général Sébastiani a déposé de grands efforts pour déterminer le sultan à nommer de nouveau à Scarlat Callimachi et Alecu Suțu comme princes régnants en Valachie et en Moldavie⁴⁵.

Une note de 14 novembre 1806 du baron Budberg, le ministre des affaires étrangères du tsar Alexandre I, adressée à l'ambassadeur autrichien de Sankt Petersbourg, Merfeldt, montrait que l'Empire russe n'avait pas l'intention de "se prévaloir de ses forces pour la destruction de la Porte" ; celle-ci voulait, au contraire, l'apporter de nouveau aux "principes dont celle-ci s'est distancé contrairement à ses intérêts et à ses engagements". La Vienne recevait, de cette manière, des assurances concernant "la modération" du tsar contre "les outrages" commis par la Porte ottomane⁴⁶. Il était évident que le Sankt Petersbourg ne se limiterait seulement à la revenue sur le trône des princes régnants destitués. Cette chose ressortissait du ton irritant des instructions envoyées à Italinski par le ministre des Affaires étrangères, Budberg⁴⁷. En novembre, Constantin Ipsilanti, qui se trouvait dans la capitale de la Russie, a été reçu par le tsar. A l'occasion de cette audience particulière, l'ancien prince régnant valaque a opiné qu'il s'agissait d'un moment favorable pour l'occupation des Principautés et même pour une offensive puissante contre la Turquie⁴⁸.

Il est évident que les Russes auront suivi les actions de Napoléon, qui, après les défaites décisives des armées prussiennes à Iéna et Auerstadt, avait le chemin libre dans les Balkans. Napoléon avait même demandé à la Turquie de réinstaller sur les

trônes des deux Principautés Alecu Suțu et Scarlat Callimachi, connus pour leur attitude profrançaise⁴⁹.

Dans une lettre adressée par Napoléon Bonaparte à Selim III, le mois du novembre, l'empereur essayait convaincre le sultan de commencer tout de suite la guerre avec la Russie. L'empereur se présentait comme le sauveur de l'Empire Ottoman. Parallèlement, Talleyrand faisait expédier de Berlin des instructions pour les consuls français de București et Iași pour déterminer les boyards sortir de l'influence du cabinet russe, pour gagner leur sympathie pour les nouveaux princes régnants, Callimachi et Suțu, et les réveiller des sentiments nationaux⁵⁰. Malheureusement, ces recommandations n'ont pas pu être mises en application à cause de l'occupation de la Moldavie et de la Valachie par les troupes russes. Il semble que la diplomatie française a suivi en 1806 à provoquer une crise dans les relations turco - russes, qui conduise éventuellement au déclenchement de la guerre⁵¹.

A la fin du mois d'octobre, le tsar a décidé qu'est venu le moment que ses troupes entrent en Moldavie et en Valachie. Reinhard, le consul français à Iași, considérait que l'invasion russe serait une marche triomphale⁵². L'armée russe qui se trouvait sous la commande du général Ivan Ivanovici Michelson, nommé aussi, commandant en chef des armées du Danube, est passée le Dniestr le 22 novembre 1806. Le jour suivant, Reinhard envoyait les premières informations à Talleyrand concernant ces événements⁵³. Le même jour, le consul français à Iași demandait officiellement aux caïmacans des nouvelles sur l'entrée des Russes en Moldavie. Comme la Principauté de la Moldavie se trouvait sous la suzeraineté de l'Empire Ottoman et comme celui-ci était lié de la France par des puissantes liaisons de paix et d'amitié, cette situation-là intéressait de manière directe le gouvernement français⁵⁴. Le 29 novembre, la ville de Iași était occupée. Madame Reinhard relate dans ses lettres l'entrée des Russes dans la capitale, opération qui l'impressionne de manière désagréable. On disait que l'avant-garde russe, composée d'environ 1800-2000 hommes, commandés par le prince Dolgoruki, "dont on disait qu'il était jeune, beau et très aimé par les femmes" et que "toutes les élégantes de Iași désiraient", sera suivie par une armée puissante ; on affirmait même que les opérations s'étendraient au-delà des frontières des Principautés. Christine Reinhard était étonnée par "l'ordre qui maîtrise ces soldats affamés et glacés par le froid, dans un pays à demi sauvage et où il n'y a plus aucune direction"⁵⁵.

Le 25 décembre, les Russes sont entrés en București⁵⁶. Dans leur chemin vers la capitale de la Valachie, ils ont été "salués avec des sons gais de cloches, signe d'amitié ordonné par le métropolitain de București, et jusqu'à la fin de l'année ils étaient déjà bien installés dans les Principautés"⁵⁷. Celles-ci ont été occupées, à l'exception de quelques cités: Ismail, Brăila, Giurgiu et Turnu. L'attitude bienveillante des Russes envers la Porte ressort, aussi, de l'édicte de 16 novembre 1806, adressé au général I. Michelson par le tsar Alexandre I : "N'ayant aucun type d'intentions concernant la conquête des territoires qui appartiennent à la Turquie, je veux seulement assurer l'indépendance et l'inviolabilité de ses territoires, qui sont menacés par l'influence de Bonaparte sur le Divan⁵⁸ et par l'occupation de la Dalmatie par les français"⁵⁹.

Constantin Ipsilanti est revenu à București. On lui a confié l'administration des affaires de la Moldavie, aussi, parce qu'Alecu Șuțu avait renoncé au pouvoir⁶⁰. D'ailleurs, le gouvernement russe comptait sur l'aide de celui-ci pour l'approvisionnement de l'armée avec de la nourriture, pour la formation des unités de volontaires et pour des éventuels conseils qui auraient été utiles aux commandants russes⁶¹. Langeron considérait que "cet intrigant ambitieux n'a pas douté que son songe se réalise et que, tout de suite, il obtiendra la couronne héréditaire de la Dacie"⁶².

Les mois de novembre et décembre, la cabinet tsariste a donné de nombreuses assurances que la dislocation de ses troupes ne représente pas une action militaire proprement dite contre l'Empire Ottoman, mais elle est plutôt un élément de pression qui devait déterminer la Turquie échapper à l'influence française. D'ailleurs, le tsar avait commandé à ses armées d'agir "amicalement et paisiblement" conformément au but déclaré de l'invasion: la revenue de la Turquie aux relations antérieures avec la Russie⁶³. Il est intéressant que la population roumaine ait regardé cette action de l'armée russe comme étant dirigée contre la France et pas contre la Porte. La note de Mihalache Vartic est révélatrice en ce sens: les Russes "sont passés en Moldavie contre les Français"⁶⁴.

De plus, la mission diplomatique française d'Iași était arrêtée, conduite dans des voitures à Dubăsari, sur le Dniestr, d'où, ultérieurement, elle sera mise en liberté⁶⁵. Le 13 décembre, Ledoux informait Talleyrand sur l'arrestation de Reinhard par les Russes et son envoi en Russie⁶⁶. En Valachie, Parrant a accompli la fonction de sous commissaire jusqu'en 15 novembre 1806. A l'entrée des Russes en București, celui-ci s'est réfugié à Rusciuk⁶⁷.

La relation de Langeron est intéressante: "Les Moldaves n'attendaient pas notre visite... et ni ne pouvaient s'imaginer que nous voulons de la manière la plus sérieuse d'occuper leur Principauté. Pourtant, quoique désagréable leur fut, ils nous ont reçu très bien, parce qu'ils ne pouvaient pas procéder autrement"⁶⁸.

Une série de déclarations modérées devaient montrer que la Russie n'avait pas l'intention à cette époque-là d'annexer la Moldavie et la Valachie; il s'agissait (au moins on voulait la percevoir de cette manière) d'une occupation temporaire, jusqu'au moment où l'Empire Ottoman respecterait les prévisions des traités existants⁶⁹. On remarque en ce sens le manifeste du tsar de 23 décembre 1806 lu devant les Divans des Principautés Roumaines, qui affirmait que "notre pensée est de garder dans les affaires de l'Etat toutes les fonctions selon les coutumes d'avant"⁷⁰.

Confronté avec l'occupation militaire russe dans les Principautés, le gouvernement turc, assailli, aussi, par les insistances de Napoléon, a déclaré la guerre à la Russie le 27 décembre 1806. Cette déclaration officielle de guerre a été confirmée, aussi, par le manifeste du sultan de 5 janvier 1807⁷¹.

Napoléon a reçu la nouvelle de l'occupation des Principautés par les troupes russes les dernières journées de l'année 1806. Le 20 janvier 1807, Talleyrand envoyait des instructions à Sébastiani pour attirer les alliés de la France, qui auraient du développer des opérations militaires d'ampleur contre la Russie, en Géorgie, Crimée et au Bas Danube⁷².

On a affirmé que durant la période comprise entre 1806-1812, “la Moldavie et la Valachie ont été des pièces des échecs d’un jeu diplomatique de grandes proportions, dans lequel le partenaire de l’empereur français a été Alexandre I, le tsar de la Russie”⁷³.

On pourrait tirer la conclusion que l’espace géographique des pays roumains a joué un rôle primordial dans la confrontation de forces et d’intérêts politiques-militaires à laquelle, auprès de la Russie tsariste et la France napoléonienne, ont intervenu, aussi, et même ont eu une certaine influence des autres pouvoirs, comme l’Angleterre, l’Empire Ottoman, l’Autriche. La guerre d’entre 1806-1812 a représenté un événement extrêmement important dans l’histoire des Principautés Roumaines, avec des conséquences majeures sur leur histoire. C’est justement le moment dans lequel la question orientale commence à occuper le premier plan des relations internationales, et dans le cadre de cette complexe question est apparue une autre: celle roumaine.

Traduit par Violeta-Anca Epure

NOTES:

¹ Sergiu Columbeanu, *Contribuții privind situația internațională a Țărilor Române între anii 1806-1812*, en „Revista de Istorie”, tome 29, 1976, no. 5, p. 657; Alexei Agachi, *Țara Moldovei și Țara Românească sub ocupația militară rusă (1806-1812)*, Casa Editorială Demiurg, Iași, 2008, p. 13; Lidia E. Semenova, *Principatele Române în relațiile internaționale (1800-1806)*, en „Studii și materiale de istorie modernă”, le X-ème volume, București, 1996, p. 3.

² La dispute principale existait entre la Russie et la France, mais à celle-ci ont participé, aussi, l’Angleterre et l’Autriche. L’Autriche voulait consolider son influence dans la Moldavie et la Valachie et implicitement s’assurer la domination au Danube. L’Angleterre voyait dans le maintien de l’intégrité de l’Empire Ottoman la possibilité de s’opposer à une éventuelle consolidation d’une des puissances rivales dans les détroits de la Mer Noire ; une telle éventualité aurait pu mettre en danger les liaisons avec ses riches possessions asiatiques. Pour Napoléon, le problème de l’héritage de l’Empire Ottoman représentait une modalité d’obtenir l’alliance de la Russie contre l’Angleterre. Le gouvernement russe voulait résoudre en son profit le problème des détroits de la Mer Noire et consolider son influence dans les Balkans. Après la réalisation de “l’agression française en est”, parmi les diplomates russes se sont contournés deux points de vue en ce qui concernait la réalisation de leur programme dans le Proche Orient. Certains d’entre eux étaient les adeptes de la division des possessions de l’Empire Ottoman. Les autres étaient d’avis que l’intégrité de l’Empire Ottoman devait être gardée et utilisée dans la lutte contre la France. Après la rupture des relations anglo-russes, événement qui a eu lieu dans la seconde moitié de l’année 1800, en Russie a commencé s’imposer l’idée de la division des possessions ottomanes. On remarque en ce sens la note du chef du Collège des Affaires Etrangères, le compte F. V. Rostopcin de 2 octobre 1800 adressée au tsar Pavel I: on préconisait la

division de l'Empire Ottoman avec la participation de la France, de l'Autriche et de la Prusse. La Russie aurait prétendu la Bulgarie et la Moldavie, l'Autriche – la Serbie, la Bosnie et la Valachie, et la France – l'Égypte. La Grèce et les îles auraient du entrer dans la composition d'une république située sous la protection de la Russie. Quoique impressionné par ce projet, le tsar a été obligé à cause de la situation politique internationale à maintenir l'intégrité des possessions ottomanes. On a prouvé de cette manière la solidité de l'alliance entre la Russie et la Turquie (Lidia E. Semenova, *op. cit.*, p. 3-4; Sergiu Columbeanu, *op. cit.*, p. 19-20).

- ³ Le prétexte a été offert par l'arrestation du duc d'Enghien à Ettenheim, son accusation d'avoir complété contre la France, son jugement et son exécution à Vincennes. De nombreux protestes adressés aux autres cours européennes sont partis de Sankt Petersbourg et le tsar et ses agents diplomatiques s'habillaient de noir. Le chargé d'affaires de la France à Sankt Petersbourg a du quitter tout de suite son poste ; l'ambassadeur russe à Paris a fait la même chose, aussi, à la fin d'août 1804 (Armand Goșu, *Rusia la Dunărea de Jos. Pacea de la București (mai 1812)*, en „Studii și materiale de istorie modernă”, le X-ème volume, București, 1996, p. 19-20).
- ⁴ *Ibidem*, p. 20. On voudrait souligner le fait que les Principautés Roumaines se sont retrouvées plusieurs fois dans l'attention du cabinet tsariste : il s'agit des projets du ministre des Affaires Etrangères, Adam Czartoryski, qui sollicitait dès l'année 1804 la modification de leur statut dans le sens de leur entrée sous la directe influence russe. Dans les conditions de la pénétration des Français dans l'Europe centrale par la Dalmatie, la Russie et la Grande Bretagne auraient du devenir les défenseurs de l'intégrité de l'Empire Ottoman. Un mémoire du même personnage de 23 janvier 1806 prévoyait qu'une armée de 100.000 d'hommes devait entrer en Moldavie. De cette province-là, celle-là aurait du appuyer les troupes turques pour chasser l'ennemi français du territoire ottoman. Dans un autre mémoire de 23 janvier 1806, on avait pris en considération la possibilité de la division de l'Empire Ottoman sous la puissante pression française, on parlait de la constitution des Etats sous la suzeraineté de la Russie. Il est intéressant que la Moldavie et la Valachie ne fassent pas partie de cette catégorie, elles devaient être annexées entièrement. Elles devaient apporter à celle-ci “la richesse et l'abondance de leur production” et le Danube comme frontière “infiniment plus solide qu'est actuellement le Dniestr”. (*Acte și documente relative la istoria renașterii României*, le I-er volume, București, 1888, p. 459, *apud* Sergiu Columbeanu, *op. cit.*, p. 660-661).
- ⁵ N. Iorga, *Acte și fragmente cu privire la istoria românilor*, le II-ème volume, București, 1896, p. 406, *apud* Lidia E. Semenova, *op. cit.*, p. 16-17; George F. Jewsbury, *Anexarea Basarabiei la Rusia: 1774-1828. Studiu asupra expansiunii imperiale*, Iași, Polirom, 2003, p. 32-38.
- ⁶ Les historiens considèrent que le traité de paix franco-autrichien de Presburg (26 décembre 1805), conclu après la grande victoire française d'Austerlitz (2 décembre 1805), a fait de Napoléon l'arbitre de l'Europe. Celui-ci a obligé l'Autriche à céder la Venise, l'Istrie et la Dalmatie. On préfigurait de cette manière un conflit d'intérêts entre la France napoléonienne et la Russie tsariste, “ayant comme objectif d'acquérir des positions prépondérantes et la lutte pour l'héritage de l'Empire Ottoman” (Sergiu Columbeanu, *op.cit.*, p. 660).
- ⁷ Descendant d'une illustre famille polonaise, membre de la partie philo-russe de Varsovie, Adam Czartoryski a occupé une position privilégiée dans l'entourage du tsar. Il a pris en

février 1804 la direction du Ministère des Affaires Etrangères, récemment fondé après le remplacement des anciens colléges hérités de Pierre le Grand.

⁸ Sergiu Columbeanu, *op. cit.*, p. 661; Armand Goșu, *op. cit.*, p. 22-23.

⁹ *Ibidem.*, p. 23

¹⁰ Cette reconnaissance était accompagnée d'une lettre, par laquelle le sultan Selim III exprimait ses sentiments amicaux. (Sergiu Columbeanu, *op. cit.*, p. 661)

¹¹ Lidia E. Semenova, *op. cit.*, p. 14.

¹² Armand Goșu, *op. cit.*, p. 23

¹³ Le général de division Horace François Bastien, compte de Sébastiani, avait été chargé il y a quelques années auparavant avec une mission secrète à Constantinople, occasion avec laquelle il avait connu le sultan Selim lui-même, auquel il a fait une bonne impression. Sébastiani devait assurer l'adhérence de l'Empire Ottoman à une coalition dans laquelle devaient entrer la France et la Perse et qui était dirigée contre la Russie. Sa nomination dans le poste d'ambassadeur dans la capitale des bords du Bosphore a été considérée par les historiens comme un moment d'heureuse inspiration pour Napoléon (Veniamin Ciobanu, *Statutul juridic al Principatelor Române în viziunea diplomaților franceză și rusă (1802-1812)*, dans le volume *Franța. Model cultural și politic*, coord. Al. Zub, Editura Junimea, Iași, 2003, p. 220).

¹⁴ Lidia E. Semenova, *op. cit.*, p. 16.

¹⁵ *Ibidem.*, p. 16-17; Sergiu Columbeanu, *op. cit.*, p. 662-663.

¹⁶ Eudoxiu Hurmuzaki, *Documente privitoare la istoria românilor*, le XVI-ème volume, *1603-1824, Corespondență diplomatică și rapoarte consulare franceze* publicate după copiile Academiei Române de Nerva Hodoș, București, Institutul de Arte Grafice Carol Göbl, S-sor I. St. Rasidescu, 1912, p. 723.

¹⁷ *Ibidem.*, p. 724.

¹⁸ Celui-ci contenait des prévisions explicites concernant la nomination des princes régnants de București et Iași, ainsi que la durée des règnes de ceux-ci. (Mustafa A. Mehmet, *Documente turcești privind istoria României*, le III-ème volume, 1791-1812, București, 1986, p. 167-187.

¹⁹ Armand Goșu, *op. cit.*, p. 25.

²⁰ Hurmuzaki, *Documente privitoare la istoria românilor*, Suppliment I, le II-ème volume (1781-1814), éd. A. Odobescu, București, 1885, p. 351.

²¹ Lidia E. Semenova, *op. cit.*, p. 17.

²² C'est-à-dire avant d'avoir cédé à la Russie la Crimée et le littoral de la Mer Noire.

²³ A. D. Xenopol, *Războaiele dintre ruși și turci și înrăurirea lor asupra țârilor române*, édition par Elisabeta Simion, Editura Albatros, București, 1997, p. 122-124; Sergiu Columbeanu, *op. cit.*, p. 662.

²⁴ Lidia E. Semenova, *op. cit.*, p. 17.

²⁵ Ipsilanti se situait clairement de la partie des Russes, pendant que Moruzi "cachait sa francophilie". (cf. George F. Jewsbury, *op. cit.*, p. 36).

²⁶ *Ibidem.*, p. 36.

²⁷ *Ibidem.*, p. 36-37.

²⁸ Hurmuzaki, *Documente...*, le XVI-ème volume, p. 745, 746, 747.

²⁹ *Ibidem.*, p. 745.

³⁰ Dimitrie Manu, drogman à la Porte, postelnik en Valachie vers 1793, ensuite grand maistre de chambre et grand bailli durant le règne d'Alexandre Moruzi.

- ³¹ *Călători străini despre Țările Române în secolul al XIX-lea*, Nouvelle série, le I-er volume (1801-1821), (volume soigné par Georgeta Filitti, Beatrice Marinescu, Șerban Rădulescu-Zoner, Marian Stroia, coordonnateur Paul Cernovodeanu), Editura Academiei Române, București, 2004, p. 296; N. Iorga, *Istoria românilor prin călători*, édition soignée par Adrian Angheliescu. București, Editura Eminescu, 1981, p. 448.
- ³² *Călători străini...*, Nouvelle série, le I-er volume, p. 296-297; N. Iorga, *op. cit.*, p. 448-449.
- ³³ *Călători străini despre Țările Române*, Ancienne série, le X-ème volume, la II-ème partie, (édition soignée par Maria Holban, Maria M. Alexandrescu-Dersca Bulgaru, Paul Cernovodeanu), București, Editura Academiei Române, 2001, p. 930.
- ³⁴ *Călători străini...*, Nouvelle série, le I-er volume, p. 312-313; N. Iorga, *op. cit.*, p. 438-439.
- ³⁵ Lidia E. Semenova, *op. cit.*, p. 17.
- ³⁶ *Ibidem*, p. 16-17; Sergiu Columbeanu, *op. cit.*, p. 662-663.
- ³⁷ Armand Goșu, *op. cit.*, p. 24-25.
- ³⁸ Sergiu Columbeanu, *op. cit.*, p. 662-663; Lidia E. Semenova, *op. cit.*, p. 16-17.
- ³⁹ Des deux princes régnants remplacés, Constantin Ipsilanti et Alexandru Moruzi.
- ⁴⁰ Mustafa Ali Mehmet, *Documente turcești*, le III-ème volume, p. 211-212; Valeriu Veliman, *Relațiile româno-otomane (1711-1821)*. *Documente turcești*, București, 1984, p. 682-683.
- ⁴¹ Secondé, biensûr, par Arbuthnot.
- ⁴² Le texte du firman du sultan, signé, aussi, par reis effendi Esseid Mehmed Said Ghalib: “Par conséquent, on a ordonné aux voïvodes sudites Constantin Ipsilanti et Alexandru Moruzi de revenir sans délai dans les deux provinces et les gouverner à l’avenir jusqu’à l’expiration du terme des années complets du hatischérif.” De cette manière, le sultan a offert au tsar “une preuve de sincérité et de décision dans le respect des stipulations concernant “les provinces” de la Valachie et de la Moldavie et, surtout, de l’article relatif à la durée du gouvernement des princes régnants, ainsi que dans l’exécution de tous les articles des traités et des engagements signés avec la Cour de la Russie” (*Călători străini...*, Nouvelle série, le I-er volume, p. 300-301).
- ⁴³ Sergiu Columbeanu, *op. cit.*, p. 662; Armand Goșu, *op. cit.*, p. 26.
- ⁴⁴ La Prusse était l’alliée de la Russie.
- ⁴⁵ Lidia E. Semenova, *op. cit.*, p. 18.
- ⁴⁶ Sergiu Columbeanu, *op. cit.*, p. 662.
- ⁴⁷ “Je ne vous cacherais pas, Monsieur, que, grâce à leur contenu [il s’agit des dépêches envoyés par Italinski le 28 octobre 1806], Sa Majesté Impériale n’a pas pu ne pas observer sans ennui et sans surprise que dans une crise semblable vous avez pensé que vous devez vous limiter à l’unique point de la réintégration des princes régnants de la Moldavie et de la Valachie” (Leonid Boicu, *Principatele Române în raporturile politice internaționale (1792-1821)*, édition soignée par Victor Spinei, Iași, Institutul European, 2001, p. 180-181).
- ⁴⁸ Sergiu Columbeanu, *op. cit.*, p. 662-663.
- ⁴⁹ *Ibidem*, p. 663
- ⁵⁰ Marin Dumitrescu, *Politica lui Napoleon I față de Poarta otomană (Documente)*, en „Convorbiri literare”, no. 6/ 15 juin 1898, București, p. 528 (*apud* Armand Goșu, *op.cit.*, p.29).
- ⁵¹ La France a obtenu de cette manière la réduction de l’assistance militaire russe en Prusse, diminuant en même temps le nombre des soldats ennemis avec lesquels elle aurait du se confronter dans l’éventualité d’une bataille. Le maréchal Berthier a synthétisé très bien cette situation dans une lettre adressée au général Marmont, le commandant en chef de

l'armée de Dalmatie et le gouverneur général de celle-ci : les troupes ottomanes auraient du faire une grande diversion pour la grande armée de l'empereur. L'historien Leon Casso soutient même que, après avoir intervenu la déclaration officielle de guerre de la partie de la Turquie, Napoléon aurait eu l'idée de transformer les troupes turques dans l'aile droite de sa grande armée qui luttait contre la Russie. (Armand Goșu, *op. cit.*, p. 29)

- ⁵² Leonid Boicu, *op. cit.*, p. 184; Alexei Agachi, *op. cit.*, p. 33.
- ⁵³ Hurmuzaki, *Documente...*, le XVI-ème volume, p. 791.
- ⁵⁴ *Ibidem*, p. 792.
- ⁵⁵ *Călători străini...*, Nouvelle série, le I-er volume, p. 304-305
- ⁵⁶ D'une note qui datait de 27 novembre 1806 envoyée par Budberg à Italinski, on pouvait apprendre que le tsar considérait que les anciennes relations avec la Turquie seront rétablies lorsque la Moldavie et la Valachie seront protégées par les incursions dévastatrices des rebelles, lorsque les vaisseaux de guerre russes auront la permission de traverser les détroits de la Mer Noire et lorsque la Porte renouvellera le traité d'alliance avec l'Angleterre. Cette note a été interprétée plutôt comme un essai d'offrir aux milieux diplomatiques un prétexte pour l'occupation militaire des Principautés. L'historien Armand Goșu est d'avis que cette action était manquée de fondement parce que la Porte avait satisfait l'ultimatum de la Russie de réintégration des princes régnants (Leonid Boicu, *op. cit.*, p. 184; Alexei Agachi, *op. cit.*, p. 33).
- ⁵⁷ George F. Jewsbury, *op. cit.*, p. 38
- ⁵⁸ Le gouvernement turc.
- ⁵⁹ Alexei Agachi, *op. cit.*, p. 33-34
- ⁶⁰ La Russie aurait eu l'intention initialement de maintenir sur le trône Constantin Ipsilanti, mais aussi Alexandru Moruzi, comme tous les deux étaient connus comme filorusses. D'ailleurs, même les représentants de la Russie ont demandé au sultan leur revenue sur les trônes des deux Principautés. Malgré ces démarches, plusieurs dignitaires russes avaient des suspicions en ce qui concernait la loyauté de Moruzi envers la Russie. A. Budberg, le ministre des Affaires Étrangères de la Russie, cataloguait Moruzi encore du mois de juillet 1806 comme "malveillant à l'adresse de la Russie" (Alexei Agachi, *op. cit.*, p. 35).
- ⁶¹ Sergiu Columbeanu, *op. cit.*, p. 663.
- ⁶² *Călători străini...*, Nouvelle série, le I-er volume, p. 317.
- ⁶³ Paul Cernovodeanu, *Basarabia. Drama unei provincii istorice românești în context politic internațional (1806-1920)*, București, 1993, p. 13; Leonid Boicu, *op. cit.*, p. 180; George F. Jewsbury, *op. cit.*, p. 38.
- ⁶⁴ Ilie Corfus, *Însemnări de demult*, Iași, 1975, p. 60.
- ⁶⁵ Lăcrămioara Iordăchescu, *Statutul reprezentărilor diplomatice franceze în Principate (1789-1859)*, dans le volume *Franța. Model cultural și politic*, Junimea, Iași, 2003, p. 202; Hurmuzaki, *Documente*, le XVI-ème volume, p. 802-803.
- ⁶⁶ Hurmuzaki, *Documente*, le XVI-ème volume, p. 804.
- ⁶⁷ Lăcrămioara Iordăchescu, *op. cit.*, p. 202.
- ⁶⁸ Alexei Agachi, *op. cit.*, p. 36.
- ⁶⁹ "Sa Majesté n'a aucune intention de faire des conquêtes sur les Turcs ; l'occupation militaire de la Moldavie et de la Valachie n'a d'autre but que celui d'apporter de nouveau la Porte au rétablissement des anciens rapports existants entre elle et la Russie, conformément aux traités" (La déclaration de A. I. Budberg de 26 novembre 1806). "L'occupation des cités de Hotin et de Bender, aussi, n'est pas de tout regardée comme une conquête et les drapeaux trouvés dans ces forteresses ne seront pas de tout considérés

comme des trophées pris d'un ennemi...il dépendrait de la Porte pour qu'elle désigne une personne pour les recevoir" (La note envoyée par Budberg à Italinski le 17 décembre 1806) (Armand Goșu, *op. cit.*, p. 27)

⁷⁰ Sergiu Columbeanu, *op. cit.*, p. 663; Armand Goșu, *op. cit.*, p. 27-28.

⁷¹ A. D. Xenopol, *op. cit.*, p. 126-127.

⁷² Armand Goșu, *op. cit.*, p. 30-31.

⁷³ Sergiu Columbeanu, *op. cit.*, p. 657.